
Etaient présents : Messieurs Patrice LÉCUREUIL, Emmanuel PERIN, Georges FOURDRINIER, Léon DELWART, Patrick BACH, Alain FOUCHÉ, Joël BORGET et Madame Muriel EVAIN-BUSSER.

Etait absent : Monsieur Michel BONIGAL avec pouvoir à Monsieur Emmanuel PERIN.

Monsieur Georges FOURDRINIER a été nommé secrétaire de séance.

La séance est ouverte à 21h30 après intervention de Monsieur MATHEVET, Vice-président du SIEIL et Adjoint au Maire de Perrusson.

2012/194 - Dispositions financières sur budget de Fonctionnement et budget d'Investissement et décision modificative.

Décision Modificative N°4 :

En fonctionnement :

- Compte tenu des dispositions fiscales ayant trait aux recettes de contributions directes en impôts et taxes, chapitre 73 article 7311, (TH, TFNB, TFB, CFE, CVAE, IFER) dont les montants ont été communiqués par l'administration, et des mesures d'atténuations de Produits (Chapitre 014) dans le cadre des contributions de la commune de la commune à divers Fonds (FNGIR et FPIC notamment), articles 7391171, 73923,73925.
- Compte tenu des disponibilités financières au chapitre 011-article 61522 Bâtiments et des besoins de crédits à l'article 61523 Voies et réseaux.

En investissement : compte tenu des disponibilités financières au chapitre 21-article 2111 terrains nus et des besoins de crédits au chapitre 20; et compte tenu des disponibilités financières au chapitre 23-article 2313 Constructions et des besoins de crédits au chapitre 23-article 2031,

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal la **décision modificative N°4** suivante :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Désignation	RECETTES	DEPENSES
Chap. R 73 Impôts et Taxes		
7311 : Contributions directes	121 171.00 €	
Chap. D 014 Atténuations de Produits		
7391171 : dégrèvements de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des jeunes agriculteurs		228.00 €
73923 : Reversement du FNGIR		111 046.00 €
73925 : Fonds de péréquation des recettes fiscales communales et intercommunales (FPIC)		9 897.00 €
Chap. D 011 Charges à caractère général		
D 61522 Bâtiments		- 7 000.00 €
D 61523 Voies et réseaux	+ 7 000.00 €	
TOTAL	128 171.00 €	128 171.00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Désignation	RECETTES	DEPENSES
Chap. D 20 Immobilisations incorporelles	11 200.00 €	
D 202 Frais liés à la réalisation de documents d'urbanisme	+3 200.00 €	
D 2031 Frais d'études	+ 8 000.00 €	
Chap. D 21 Immobilisations corporelles		11 200.00 €
D 2111 terrains nus		-11 200.00 €
Chap. D 23 Immobilisations en cours		

D 2313 Constructions		-2 500.00 €
D 2031 opération N° 148 .Frais d'études	+ 2 500.00 €	
TOTAUX	13 700.00 €	13 700.00 €

Après en avoir délibéré et par 9 voix Pour, 0 Contre et 0 Abstention la décision modificative N° 4 est approuvée par le Conseil Municipal.

2012/195 – Disposition fiscale sur la Taxe Locale d'Aménagement.

Le Conseil municipal,

Vu le courrier de la Direction Départementale des Territoires reçu le 17 octobre 2012 qui rappelle aux communes que la délibération instaurant la taxe d'aménagement depuis le 1^{er} mars 2012 est valable pour une période minimum de 3 ans à compter de son entrée en vigueur, mais que le taux (L331-14 du code de l'urbanisme) et les exonérations facultatives (L331-9 du code de l'urbanisme) sont modifiables tous les ans.

Ainsi les collectivités qui souhaitent apporter des modifications au taux et/ou aux exonérations afin que celles-ci soient applicables au 1^{er} janvier 2013 doivent délibérer et avoir transmis leur délibération au plus tard le 30 novembre 2012 en Préfecture et au plus tard le 1^{er} janvier 2013 à la DDT.

Vu la délibération prise le 17 novembre 2011 instaurant la **Taxe Locale d'Aménagement** au taux de 1% accompagnée d'une liste d'exonérations.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité soit 9 voix Pour de ne pas réviser la délibération prise le 17/11/2011, et par conséquent **de maintenir le taux de 1% pour la Taxe Locale d'Aménagement ainsi que les exonérations en vigueur.**

2012/196-Orientations budgétaires 2013. Principaux investissements et frais de fonctionnement 2013. Fixation tarifs 2013 (salles, cimetière...)

En prévision du prochain budget 2013, Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à d'ores et déjà réfléchir aux prochaines orientations budgétaires pour l'année 2013 et après en avoir délibéré propose de retenir les choix non exhaustifs suivants qui seront inscrits au budget 2013:

En Investissement :

- Voirie : a priori aucun besoin à ce jour en 2013
- Achats de terrains : Pour divers projets urbains relatifs aux mesures découlant du PLU.
- Aire de Camping car : une somme d'environ 50 000 € sera provisionnée pour sa réalisation rue du Four au Noir
- Véhicule communal : 20 000 € seront provisionnés pour l'achat d'un véhicule utilitaire écologique en remplacement du C15 actuel de la commune.
- Réserves incendies : Afin de combler le déficit en protection incendie selon les prescriptions des services du SDIS, dans les écarts, 40 000 € seront provisionnés pour la réalisation de 3 réserves bâches réparties sur l'ensemble de la commune (La Sourderie, La Maillardière et Les Monpouets)
- Projet d'aménagement de St Vincent : Les opérations de mise en œuvre de l'orientation d'aménagement des Terrains St VINCENT seront actées .L'étude du site et l'implantation urbanistique d'une première tranche de logements à destinations de personnes âgées sera entreprise.
- Étude chemins ruraux et mesures de mises en état en découlant.

Fonctionnement :

▪ VOIRIE :

- La sécurité routière en lien avec l'arrêt scolaire sur la VC2 à proximité de la RD764 à Montpoupon sera améliorée car jugée trop dangereuse (voir prescriptions STA nord Est)
- Monsieur Georges FOURDRINIER, 2^{ème} Adjoint en charge de la voirie, propose la réfection en bi-couche de l'intégralité des Voies Communales 300 dite de Céré à la Bougonnière, 17 dite du préau et 332 dite d'Aiguevive.

- Entretien bâtiments locatifs : 70 000 € abonderont le compte 61522 afin de poursuivre la campagne de rénovation du parc locatif, y compris bâtiments commerciaux.

Tarifs salles année 2013 :

Sur proposition de Monsieur Patrick BACH, Conseiller Municipal et régisseur des salles.

Vu l'importance en 2012 des activités culturelles du fait de la gratuité de la location proposée depuis 2011,

Vu la proposition pour que soit reconduite la gratuité aux associations à but culturel.

Considérant que la progression des frais de fonctionnement en regard des recettes de locations

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité de fixer comme suit les tarifs de locations à compter du 01/01/2013 :

SALLE SOCIOCULTURELLE

	Commune	Journée supplémentaire	Hors Commune	Journée supplémentaire
Salle seule	130€	110€	300€	150€
Salle + cuisine	165€	110€	400€	200€
Salle + régie	165€	110€	380€	170€
Salle + cuisine + régie	220€	110€	500€	250€
Climatisation	20€	20€	35€	35€
Forfait nettoyage	200€			
Caution	750€			

CHALET

	Tarif journalier	Journée supplémentaire	
CHALET	80€	80€	

Tarifs funéraires :

Monsieur le maire,

Vu les tarifications funéraires appliquées sur les territoires voisins,

Vu les tarifs en vigueur et instaurés par délibérations en 2009 et 2011 sur la commune de Céré-la-ronde,

Vu les investissements réalisés pour la mise aux normes des équipements funéraires (ossuaire).

Considérant les coûts d'entretien en regard des extensions des surfaces concédées,

Propose que soient révisés les tarifs funéraires des cimetières sur la commune de Céré-la-ronde

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal révisé et instaure les tarifs funéraires comme suit pour une application à compter du 01/01/2013.

Ⓢ *Jardin du souvenir* pour dispersion des cendres = 35 €

Ⓢ *Columbarium* pour 30 ANS :

- 1 case 1 urne = 400 €
- 1 case 2 urnes = 700 €
- 1 case 3 urnes = 900 €

Ⓢ *Concessions cimetière* :

- 15 ANS = 40 €
- 30 ANS = 70 €
-

Ⓢ *Frais de superposition* : 70 €/corps dès le 2nd corps.

Ⓢ *Gardiennage d'église* : la personne qui assurera éventuellement le gardiennage de l'église St Martin de la commune sera rémunérée sur la base du barème en vigueur.

2012/197 - Point sur les baux commerciaux

Monsieur le Maire

Après avoir rappelé la politique communale de soutien aux commerces locaux par mise à disposition d'outils de travail et des logements annexes au profit de commerçants expérimentés et actifs,

Considérant la conjoncture économique pouvant influencer sur l'activité commerciale et les résultats des entreprises,

Considérant l'attention portée à l'état des locaux mis à disposition et leur fonctionnalité, l'étude de trois commerces est instruite.

✚ Bail Epicerie :

Monsieur le Maire,

Vu le retrait de la vente de certains journaux auprès de commerces de proximités

Vu la baisse significative des recettes que cela a engendré auprès de l'épicerie.

Propose que soit étudiée la révision éventuelle à la baisse du montant actuel du loyer.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité de ne pas réviser le montant actuel du loyer de l'épicerie et décide de mettre en œuvre les travaux de réhabilitation et de rénovation indispensables sur l'ensemble du bâtiment.

✚ Bail Café Céré :

Monsieur le Maire,

Vu la suspension d'augmentation du loyer qui aurait dû survenir à la fin du bail triennal en mai 2012 alors que la Sté BREALD était en instance de vente,

Propose la révision du montant actuel du loyer soit appliquée selon les termes du bail repris par la Sté CAMAX au 1^{er} janvier 2013.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité de réviser le loyer selon les termes du bail en vigueur à l'indice défini dans le bail, à compter du 01.01.2013.

✚ Bail Boucherie :

Monsieur le Maire,

Vu la finalisation des travaux de l'appartement locatif au dessus de la boucherie,

Vu l'occupation actuelle de l'ancienne cuisine, non incluse dans le bail d'origine,

Propose que soit étudiée la révision du bail et du loyer afférent.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

d'attendre l'échéance du 01/mai /2015, pour procéder à d'éventuelles modifications.

En outre concernant l'ensemble des commerces, le Conseil Municipal charge Monsieur Emmanuel PERIN 1^{er} Adjoint d'effectuer pour l'année 2013, une visite de tous les locaux commerciaux et des logements annexes afin d'établir et budgéter l'ensemble des besoins d'aménagement ou entretien ;

2012/198 - Point sur Dossiers Urbanisme septembre/octobre/novembre 2012

Dossier d'urbanisme :

- La DP 037 046 12 10007 a été déposée pour la pose de 21 m² de panneaux photovoltaïques sur toiture rue des caves. L'implantation du projet ne correspondant pas aux prescriptions du PLU, le dossier est refusé.
- Le CUa 037 046 12 10015 déposé le 25/09/2012 par SCP TIERCELIN-BRUNET pour la cession de fond de commerce de la Sarl BREALD a été accordé par Monsieur le Maire le 15/10/2012
- Le CUa 037 046 12 10016 déposé le 11/10/2012 par SCP PERCHET-CHAUVEAU Notaires pour la vente de bois au lieu-dit Mouzé à la Caisse des Dépôts a été accordé par Monsieur le Maire le 15/10/2012
- Le CUa 037 046 12 10017 déposé le 24/10/2012 par M^{me} Céline DELPECH pour la vente de terrains et d'une maison d'habitation au lieu-dit « La fosse aux chiens » a été accordé par Monsieur le Maire le 27/10/2012
- Le CUa 037 046 12 10018 déposé le 07/11/2012 par M^{me} Céline DELPECH pour la vente d'un terrain a été accordé par Monsieur le Maire le 08/11/2012
- Le PC 037 046 12 10007 a été déposé le 23/10/2012 par Monsieur Jan BUSSEY pour la construction d'un hangar de 49.50 m² au lieu-dit « Le Four au Noir ». Le dossier est à ce jour à l'instruction aux services de la DDT de Tours
- Le PC 037 046 12 10008 a été déposé le 27/10/2012 par Monsieur Jean-Pierre HARAN au nom de la EARL BEAUMÉ pour la construction d'un hangar agricole de 732 m² au lieu-dit « L'Aigremont ». Le dossier est à ce jour à l'instruction aux services de la DDT de Tours.
- Le PC 037 046 12 10009 a été déposé le 15/11/2012 par M^{lle} Nathalie JOLY et M Damien GAULT pour le changement de destination d'une grange en maison d'habitation au 9 de la rue St Jacques. Le dossier est à ce jour à l'instruction aux services de la DDT de Tours

Etude projet Aménagement espace St Vincent :

Le Conseil Municipal,

Vu l'acquisition en 2011 de la parcelle C569 de 6 428 m² dite St Vincent

Vu la présentation faite par Monsieur le Maire sur le projet d'aménagement du secteur St Vincent élaboré par l'atelier d'Urbanisme URBAN'ISM de l'Ile Saint Martin consistant en la mission de:

- La réalisation de l'étude programmatique du volet logement,
- La réalisation de l'étude pré-opérationnelle du projet d'aménagement
- La réalisation de l'étude opérationnelle sur les volets urbains et paysagers

Vu le montant du devis de prestation s'élevant à 13 142.50 € HT et incluant les prestations décrites dans la tranche ferme y compris les interventions du géomètre SCP LECREUX SIVIGNY

CONSIDÉRANT que le secteur St Vincent correspond au premier des trois sites de développement résidentiel retenus pour atteindre les objectifs démographiques du PLU,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à L'UNANIMITÉ**

DÉCIDE :

- De retenir le devis du Cabinet Urban'ism pour la somme de 13 142.50 € HT correspondant à la tranche ferme et conditionnelle ainsi qu'aux prestations du géomètre. Toutefois, il est demandé l'établissement de deux

- contrats, puisque deux entreprises vont intervenir dans le projet et de scinder dans chaque contrat chaque phase programmatique et opérationnelle tant pour la Sté Urban'ism que pour SCP LECREUX SIVIGNY.
- D'approuver le projet d'aménagement du secteur St Vincent tel que présenté.
 - Dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2013
 - De donner mandat à Monsieur le Maire pour la signature des contrats et des pièces éventuelles à venir

2012/199 – Décision sur Modification PLU relative à emplacement réservé N° 3

Vu les dispositions du code général de collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29

Vu les dispositions du code de l'urbanisme et notamment l'article L 123-13,

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 14 juin 2012 le PLU a été approuvé.

Qu'ont été inscrits des emplacements réservés et plus précisément un Emplacement Réservé : ER n° 3.

Que cet emplacement a été créé d'une part pour améliorer les conditions de desserte de l'équipement socioculturel, d'autre part la préservation d'une zone tampon.

Il précise que la création d'un Emplacement Réservé (ER) implique que la collectivité s'engage dans un délai raisonnable dans un processus d'acquisition des parcelles grevées par l'ER.

Il estime qu'au regard des objectifs notamment exprimés dans le PADD, il serait opportun de revoir la surface de l'ER n°3 qui pourrait être ainsi limité à l'emprise nécessaire à l'amélioration de la desserte. (Parcelle 17)

S'agissant du principe de l'espace tampon qu'il échoit de maintenir, il estime qu'une servitude « espace boisé classé » serait plus adaptée pour répondre aux objectifs annoncés au PLU.

En synthèse, le Maire expose qu'il entend prendre l'initiative d'engager une procédure de modification du PLU.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- Donner son assentiment sur le principe du lancement d'une procédure de modification du PLU portant d'une part sur la réduction de L'Espace Réservé n° 3 aux fins de limiter son objet à l'amélioration des conditions de desserte de l'équipement public, et, d'autre part d'assurer le maintien d'une zone tampon par la création d'un espace boisé classé.
- Donner son accord pour que la Sté URBAN'ism établisse le dossier de présentation,
- Donner mandat à Monsieur le Maire pour entreprendre toutes démarches auprès des Administrations et Personnes Publiques Associées,
- Donner mandat à Monsieur le Maire pour obtenir tous avis, et permettre l'ouverture de l'Enquête Publique découlant de cette procédure de modification du PLU portant sur la réduction de L'Espace Réservé n° 3.
- Donner mandat de signature de tous documents afférents à cette modification après son approbation.
-

2012/200- Mise en œuvre extension réseau assainissement : choix du Maître d'œuvre.

Vu les éléments remis par les 4 sociétés consultées

Vu le rapport d'analyse des offres présenté par Monsieur Emmanuel PERIN 1^{er} Adjoint en charge du dossier

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à **L'UNANIMITÉ**

DÉCIDE :

- De retenir la proposition faite par la Sté AP'SOLU de Chargé (37) d'un montant de 10 912.30 € TTC pour mener à bien la maîtrise d'œuvre du projet d'extension du réseau d'assainissement des secteurs de « La Choltière » et du « Gros Chillou ».

- De charger Monsieur Emmanuel PERIN, 1^{er} Adjoint, de la signature de l'acte d'engagement et de toutes autres pièces afférentes au dossier.

2012/201 - Point sur recensement, état assiette et entretien Chemins Ruraux... Etude proposition SAFER

Le Conseil Municipal,

Vu l'exposé de Monsieur le Maire et des membres de la commission des chemins

Vu l'importance des investigations nécessaire au recensement et remise en état de l'assiette de certains chemins ruraux, notamment au regard des premières constatations de modifications d'assiette ou d'état,

Vu la proposition faite par la SAFER en son devis du 22/10/2012 d'un montant de 15 030.18 € H.T pour la phase diagnostic et 10 967.65 € H.T pour la phase proposition d'actions

CONSIDÉRANT qu'il est urgent de connaître avec précision les caractéristique du patrimoine des Chemins Ruraux de la Commune, non remis à jour depuis le remembrement de 1979, ainsi que leur état et emprise afin d'en assurer une meilleure viabilisation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à L'UNANIMITÉ**

DÉCIDE :

- De retenir la proposition d'étude faite par la SAFER d'un montant global (phase 1 et 2 comprises) de 25 997.83 € H.T
- Dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2013
- De donner mandat à Monsieur le Maire pour la signature du devis et de toutes pièces éventuelles à venir.

2012/202 - Point sur avancement AGENDA 21.

Monsieur le Maire,

Vu le contenu de la Note N°2 du 15 novembre 2012, du cabinet XPS Développement, missionné par la Région Centre pour étudier et analyser les données de développement durable de la commune,

Vu la constitution et la composition du groupe de travail actuel, dont les membres ont accepté de travailler sur les orientations d'actions de progrès proposées par l'étude,

Vu l'importance des actions à entreprendre à compter de 2013,

Propose :

- De renforcer le groupe en associant d'autres personnes volontaires aux démarches AGENDA 21 afin d'enrichir, par une meilleure représentativité, le groupe actuellement en place.
- De solliciter de nouvelles personnes désireuses d'intégrer le groupe en les invitant à se faire connaître en mairie,
- De bâtir un calendrier de travail pour le printemps 2013,
- De confier à Monsieur Patrick BACH la coordination de ces actions.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal approuve à l'unanimité ces propositions.

2012/203 - Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales pour mise à jour délégation du Conseil Municipal à Monsieur le Maire

Vu les délégations du Conseil Municipal attribuées au Maire en sa séance du 03 avril 2008 en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les évolutions apportées à cet article depuis le 03 avril 2008

CONSIDÉRANT qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale, à donner au Maire tout ou partie des délégations prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à L'UNANIMITÉ**

DÉCIDE :

Le maire est chargé, par délégation du Conseil Municipal, pour la durée de son mandat :

- 1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- 2° De fixer, dans les limites de 4600 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- 3° De procéder, dans les limites de 100 000 €, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- 4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
- 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas comme définis;
 - Les litiges concernant les biens
 - L'urbanisme
- 17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal soit 20 000 €;
- 18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal soit 90 000 € ;

21° D'exercer, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal soit 50 000 €, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

2012/204 - Calendrier du Conseil Municipal 2013 et du Séminaire

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de planifier dès maintenant les futures réunions de Conseil Municipal 2013 les 2^{ème} jeudis de chaque mois, un mois sur deux à 20h00.

Le Conseil Municipal définit et approuve le planning comme suit :

- | | |
|---|---|
| • <u>JANVIER 2013</u> : le jeudi 10/01 | <u>JUILLET 2013</u> : le jeudi 11/07 |
| • <u>MARS 2013</u> : le jeudi 28/03 | <u>SEPTEMBRE 2013</u> : le jeudi 12/09 |
| • <u>MAI 2013</u> : le jeudi 16/05 | <u>NOVEMBRE 2013</u> : le jeudi 14/11 |

Comme les années précédentes, il est précisé qu'en cas de besoin une ou plusieurs réunions de Conseil pourront être convoquées.

De plus, Monsieur le Maire indique que dans le cadre de l'évaluation des actions de la municipalité à l'échéance de la mandature, il souhaite inviter les membres du Conseil Municipal à se réunir le **Samedi 02 mars 2013 à 9h00 à la salle socioculturelle** pour un nouveau séminaire annuel.

2012/205 - Questions diverses : CR foire et expo photos, Vœux du Conseil....

✚ **Compte-rendu 48^{ème} Foire aux chèvres** : Monsieur Joël Borget, Président du Comité des Fêtes et membre du Conseil annonce que cette foire a été exceptionnelle en nombre d'exposants. Contre toute attente, ce sont ceux nouvellement placés rue Georges Sand vers la salle socioculturelle qui semblent avoir travaillé le plus. Il y avait plus de 40 forains et plus de 50 brocanteurs.

A cette occasion, Monsieur le Président signale qu'il faudra l'an prochain étendre l'interdiction de stationner à la rue du Louage car plusieurs véhicules mal garés ont considérablement gêné la circulation sur cette voie qui constitue à la fois une voie d'accès et de délestage.

Monsieur le Maire souligne le succès remporté par la remarquable exposition des photos d'enfants, et renouvelle remerciements et compliments aux différents acteurs bénévoles.

Pour l'année prochaine, Monsieur le Maire propose à Monsieur le Président les animations suivantes :

- Renforcement et agrandissement du concours de fromages de chèvres en sollicitant le concours des Chambres d'Agricultures d'Indre et Loire et du Loir et Cher, ainsi que les associations des différentes AOC (Ste MAURE et SELLES/CHER) afin de présenter de nouveaux producteurs.
- Renouvellement des intronisations par Les Vignerons de La Gourmandière,
- Ouvrir un concours thématique sur la chèvre, l'élevage, voire l'agriculture auprès des exposants de la brocante.

Monsieur le Maire fait le point sur les invitations honorées par les élus des communes et départements voisins, et précise que la commune prendra en charge comme les années précédentes les repas des personnalités invitées. Le Comité des Fêtes adressera la facture correspondante.

✚ **Spectacle de Noël** : Madame Muriel EVAIN-BUSSER informe que les enfants et leurs parents sont attendus le dimanche 16/12/2012 à partir de 14h30. Comme les années précédentes, le sapin est sollicité auprès de Monsieur le Maire qui prévoit de l'apporter le mercredi 12 décembre 2012 à la salle socioculturelle. La décoration sera effectuée la samedi matin par Mme EVAIN-BUSSER et Monsieur Joël Borget.

✚ **Vœux du Conseil Vendredi 25 janvier 2013** : Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de fixer la soirée des vœux au vendredi 25 janvier 2013, pour ne pas se trouver en concomitance avec les flux des cérémonies de début janvier. Celle-ci débutera vers 18h30 à la salle socioculturelle.

Monsieur le Maire propose :

- que l'orchestre junior de l'EMIVIE réalise une petite intro-musicale en 1^{ère} partie
- que des agents chargés du ramassage des ordures ménagères de la COVED soient présents pour les remercier et souligner la nécessité de bien trier.
- que soit tenue la cérémonie de récompense des maisons et fermes fleuries.
- Comme l'an passé, un montage vidéo sera réalisé par Monsieur le Maire en collaboration avec Monsieur Patrick BACH et le secrétariat.

La soirée sera clôturée par le traditionnel buffet suivi de la galette des rois.

Le bon d'inscription par famille sera distribué semaine 1 ou 2 par la poste dans toutes les boîtes aux lettres de la commune pour qu'une réponse puisse être rendue avant le 19 janvier 2013 en mairie.

Monsieur le Maire porte connaissance aux conseillers de divers courriers, notamment de remerciements pour les prix et l'exposition photos, et réunions à venir.

PLUS DE QUESTION NE VENANT A L'ORDRE DU JOUR, M. Le MAIRE DECLARE LA SEANCE LEVEE A 01 H45.